

3 mai, journée mondiale de la liberté de la presse

Les réticences des sources d'information officielles

Bien souvent les autorités ou les institutions refusent d'informer les journalistes ou leur compliquent beaucoup le travail. Elles ont peur de devoir les payer ou d'être réprimandées par leur hiérarchie. Ce manque de sources d'information fiables alimente les spéculations et discrédite les journalistes.

Nous avons tenté de joindre la bourgmestre de la Commune de la Tshopo pour vérifier cette information, mais en vain", légitimait le présentateur du journal parlé de 6h45 à la Radio communautaire Mwangaza dans un récent journal du matin. Utilisant la formule générique des journalistes quand ils n'ont pas réussi à contacter une source.

Rendez-vous manqués, longues attentes éprouvantes dans les salles de réception, soumissions aux jours d'audience, blocages au service du protocole... Obtenir une information est souvent un véritable chemin de croix pour ceux dont le métier est d'informer. "Repassez demain, on a d'autres préoccupations, je vais vous rappeler, l'autorité est occupée, ça ne dépend pas de moi ce secteur, adressez-vous à notre hiérarchie à Kinshasa..." Toutes les excuses sont invoquées pour ne pas les recevoir.

Les sources officielles - autorités politiques, administratives et militaires, opérateurs économiques, organismes internationaux... sont les moins accessibles. Les seules occasions sont leurs rares points ou conférences de presse.

"On a quelques informations du gouvernement grâce aux confrères qui y ont accès", explique Rabbin Ramazani, directeur des programmes à Radio Liberté et Canal Congo télévision, chaînes tenues par l'opposition. Selon Flory Ngongo, président provincial de l'Union de la presse congolaise (Unpc), "le fait que certains confrères qui militent dans un parti traitent les informations selon la ligne politique du parti favorise cette réticence".

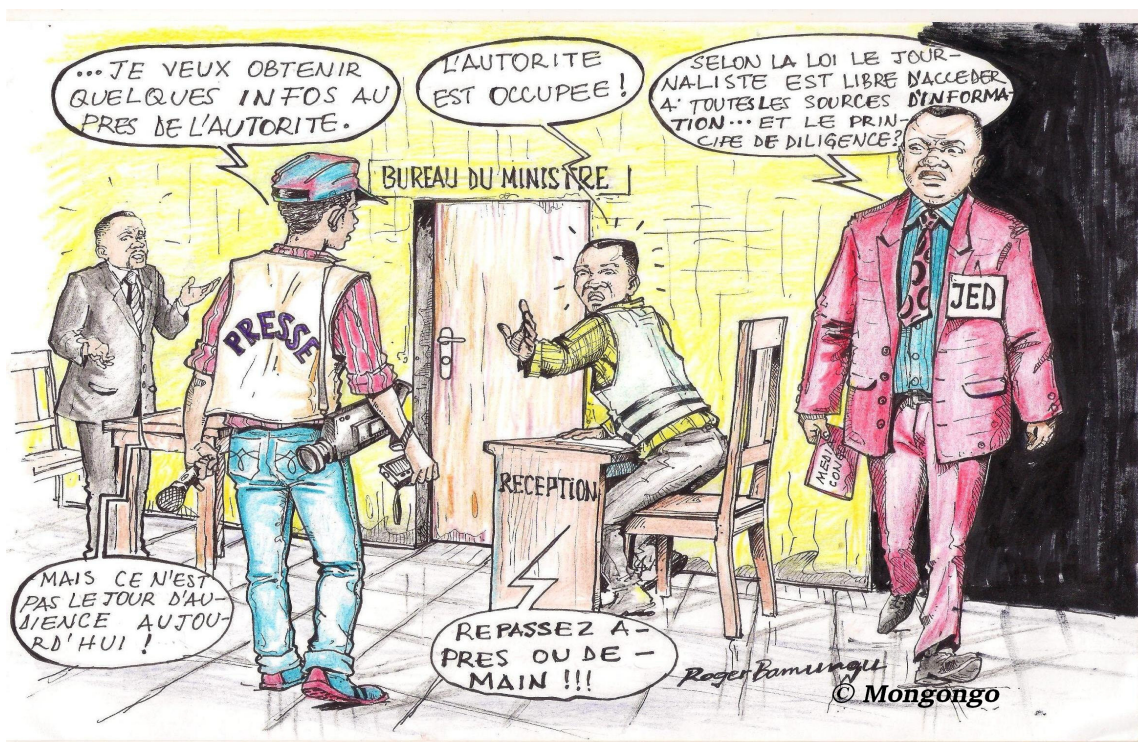
L'autre obstacle est l'attitude des journalistes qui se font trop souvent payer. "Parfois la presse est difficile à recevoir parce qu'elle demande trop d'argent", avance le maire. "Pour eux, l'information c'est celle qui rapporte de l'argent", renchérit, Ghislaine coordonnatrice réseau des médias associatifs et communautaires (Remacpo).

Le refus des sources de parler en soi est une information. "Récemment, faute de la réponse du maire sur la dispersion des gens du marché Libanga, on était obligé de diffuser sans son avis", témoigne Laurent Kangisa, rédacteur en chef à Radio communautaire Mwangaza.

Dans l'affaire des présomptions de corruption de certains députés provinciaux par l'autorité provinciale en mars dernier, aucun média même la Radio Okapi n'a été en mesure de faire parler le secrétaire particulier du gouverneur cité par les députés. Du coup les spéculations vont bon train...

C'est un droit ?

Pour Jean Pierre Lifoli, politologue et journaliste, cette situation est un héritage du système politique congolais de la colonisation à nos jours : "L'information a toujours été contrôlée. Une liberté réelle de l'information n'est pas garantie par les tenants du pouvoir". Pour Aliana Alipanagama, journaliste à Radio Okapi, 13 ans dans le métier, les autorités craignent d'être mal vues de leur hiérarchie ou d'être poursuivies si elles s'expriment.



Tout comme d'ailleurs la maman vendeuse du marché.

"Les politiques ont du mal à expliquer la gestion de la chose publique", constate Ghislaine Itama, "Les autorités ne veulent pas le principe de la contradiction", complète J.P. Lifoli.

Selon la loi sur l'exercice de la liberté de la presse, "le journaliste est libre d'accéder à toutes les sources d'information pour la porter au grand public, comme le rappelle le chef de la Division provinciale communication et presse. Mais, elle est violée et non appliquée pour cacher certaines informations". Pour de nombreux acteurs de la société civile, cette situation a des conséquences : le citoyen se désintéresse de l'action du gouvernant qu'il ne connaît pas. L'affectation des fonds du budget de l'État reste un mythe aux yeux de la population. "C'est qui est à la base des soupçons de détournement des deniers publics", explique Jean Paul Nyindu activiste de droit de l'Homme.

La diffusion d'informations erronées ou incomplètes joue aussi sur le prestige du journaliste et de son média. Bien souvent, ceux qui n'ont pas voulu répondre s'agitent après la diffusion de l'information. Mais même si elles font un démenti, les gens retiennent ce qui a été dit avant. "Les sources doivent donner l'information aux journalistes, sinon, cela démontre l'absence de la bonne gouvernance", souligne Flory Ngongo, président de l'UNPC/P.O.

Trésor Boyongo

A LIRE EN PAGE...

- 2** - Les radios contribuent à la disparition des langues locales
- La faculté forme, des journalistes, ...

- 4** - Le coupage aliène l'indépendance ...
- Pour être journaliste, il faut respecter les règles du métier
- Pas d'argent pour acheter le journal ?

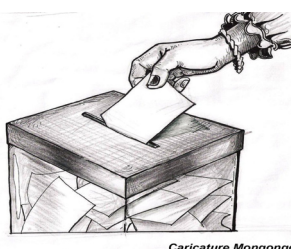
- 6** - Laver les motos et les véhicules pour gagner sa vie
- LA VILLE EN BREF

- 8** - Mbano bapesaka na bapanzi sango ezangisaka bango bonsomi
- Nsango epesama na bonsomi awa ...

Préparation des élections

Engouement pour l'enrôlement

Depuis le 2 avril, les citoyens surtout ruraux se bousculent pour obtenir leur précieuse carte d'électeur bravant les intempéries et s'armant de patience. Cependant la Ceni rencontre de nombreuses difficultés techniques qui ralentissent l'enrôlement.



suis venue sous la pluie pour avoir ma carte, là voilà, je n'attends que pour voter", s'exclame Julienne Nzela à la sortie du centre de l'ISP. Depuis le 2 avril, date de démarrage de la révision

Je viens d'avoir ma carte d'électeur comme beaucoup d'autres femmes de mon village", se réjouit Maman Kesina à la sortie du centre d'inscription de Batiamaduka au PK 15 sur la route Buta. "Je

du fichier électoral pour les élections qui débutent à la fin de l'année, les électeurs se bousculent pour avoir leur carte d'électeur.

Ils sont nombreux à braver la pluie, le froid matinal et le soleil accablant de midi pour se ranger dans la file d'attente comme ces mamans en ce dimanche de Pâques devant le centre d'inscription d'Osio à 16 km sur la route Opala au Sud Ouest de Kisangani. "Dès 6h du matin à mon arrivée, j'ai trouvé deux jeunes venus de Kubagu (9 km)", déclare Okoma, président du centre d'inscription de l'EP Losoko (6 km) sur cette même route Opala. Dans les milieux ruraux, les gens viennent après leurs travaux champêtres.

(suite à lire page 2)

Ces articles relèvent de l'entière responsabilité de Syfia International et, en aucun cas, de l'UNIKIS

Les radios contribuent à la disparition des langues locales

Laissées pour compte à l’école, les langues locales – le kiswahili et le lingala – le sont aussi dans les radios où les journalistes ne font pas l’effort de les parler correctement. Pourtant bon nombre de la population de la ville ne parle pas le français considéré comme une langue supérieure qu’il faut employer pour paraître. L’anglais gagne aussi du terrain.

Dans les radios et télévisions, les journalistes s’expriment moins bien lorsqu’ils parlent en langues locales (swahili et lingala). Comme si une faute en langues choque moins les auditeurs qu’une faute de français. “*Ba pharmacien, émission, batu au lieu de Baisebi ya mino, linaka,bato*”, note le professeur émérite en langues, François Bokula. Selon lui, les journalistes qui utilisent ces langues fournissent moins d’efforts pour le respect de règles grammaticales. Ils prononcent mal, utilisent des mots qui ont un autre sens dans le contexte, doublent le pluriel, empruntent des mots français, car ils ne connaissent pas eux-mêmes ces mots en langues. Maman Fatuma, habitante à l’orphelinat dans la commune Mangobo, qui s’intéresse aux émissions en swahili s’indigne cependant que les animateurs mélangent toutes les langues parlées ici : swahili, lingala et français au cours d’une même émission en swahili. La formation en langues est de plus en plus négligée dans les écoles. Selon le professeur Bokula, au début de cette année scolaire “*lors d’une tournée dans les écoles de la ville avec une équipe*

des chercheurs en langues”, ils ont constaté “*que certains enseignants substituent le travail manuel au cours de langues*”. Certaines écoles privilégient désormais l’apprentissage de l’anglais. D’autres suppriment carrément ces cours et demandent aux élèves de ne s’exprimer qu’en français. Tout le monde estime que le vrai intellectuel est celui qui ne parle que français. Souvent les gens sont étonnés lorsqu’une personne pose des questions en langues dans une conférence. On l’assimile à un analphabète. Certains parents interdisent même à leurs enfants de s’exprimer en lingala et swahili à la maison.

Des rédactions en langues peu organisées

Ce désintérêt se traduit dans les médias locaux où il n’existe pas de rédaction propre pour ces langues. “*Les journalistes en langues locales traduisent sur place au micro en swahili ou lingala les informations rédigées en français*”, reconnaît Bertin Masudi, secrétaire de rédaction en langues locales à la RTNC. Il ajoute que le recrutement n’est plus fait sur la connaissance de la langue mais sur le diplôme. Les engagés ne fournissent ainsi plus d’efforts d’apprentissage, car

le travail n’est pas suffisamment organisé et pas suivi rigoureusement par les responsables. Même le français qui est la langue officielle n’est pas bien parlé. Dans la plupart des radios, plusieurs émissions sont cependant faites en langues pour atteindre le public qui ne parle pas le français. L’autre problème réside dans le fait qu’une même langue, lingala ou swahili, est parlée différemment selon les milieux. L’Abbé Célestin Bwanga, enseignant en sciences de l’information et de la communication et directeur de la radio et télévision Amani, pense que vouloir imposer la rigueur serait au contraire un obstacle pour passer un message à la communauté cible qui n’a pas la maîtrise de ces langues. D’autre part, “*dans les desks en langues locales, les règles de base du journalisme ne sont pas respectées*”, constate Jean Fundi Kipala Moto, présentateur des journaux parlés en Swahili à la RTA. Pourtant lors des recrutements des journalistes et des chargés de communication par les radios et Ong les mieux nanties, la connaissance des langues locales est un atout.

David Malisi

(suite de la une)

Prendre patience

Cette détermination de la population est aussi marquée dans la majorité des 40 bureaux ouverts à Kisangani. Même s’il faut prendre son temps. “*C’est après trois jours de patience que j’ai reçu mon jeton, j’attends avoir cette fois ma carte d’électeur*”, déclare une quinquagénaire. Les femmes enceintes, les vieillards et personnes vivant avec handicap sont enrôlés sans attendre. Le gouverneur a fait baisser le coût de l’obtention de l’attestation de perte

pas. Les machines surtout les ordinateurs tombent souvent en panne. “*C’est le 2^{ème} ordinateur qui tombe en panne. A chaque impression de la photo du requérant, il faut la fermer et l’ouvrir de nouveau*”, témoigne Joseph Dhena Mugene, président du centre d’inscription EDAP/l’ISP. Ailleurs, les cartes sortent en noir et blanc Excepté les centres de Maele, Muana et ISP, tous les autres bureaux fonctionnent avec des générateurs qui eux aussi tombent en panne. Ce qui ralentit le rythme de travail. Djunga Yengo président, du centre de l’EP Bosembo à la 6^{ème} Tshopo, enrôle 120 personnes par jour au lieu de 160. Une équipe technique circule en permanence pour les réparations. Le fournisseur a dépêché ses informaticiens pour le dépannage des ordinateurs mais les pièces de rechange manquent.

Les agents démotivés faute de prime

Des opérateurs de saisie qui n’ont pas encore été rémunérés travaillent au ralenti et ferment tôt le bureau. Dimanche 24 avril, quatre jeunes qui revenaient de la réunion de leur mutuelle ont été surpris de trouver les portes du centre fermées alors qu’il n’était que 15h. Certains policiers commis à la sécurité des bureaux d’inscription brillent par leur absence ou leur irrégularité. Au bureau de Mandombe, c’est le président qui veille à la place des policiers. A Losoko, le président a nourri les deux policiers avec son argent de poche les deux premières semaines. Les témoins des partis politiques sont également absents sauf ceux du PPRD et UDPS qui sont plus visibles, mais qui se plaignent également de manque de prise en charge. A Tshopo et Mangobo, on a remarqué deux jeunes témoins du parti politique du CNDP. Les observateurs des organisations de la société civile sont rares. “*Nous n’avons pas de l’argent pour accréditer des gens*”, affirme Vale Deogracias de la coordination de la société civile.

Ernest Mukuli



à l’Etat civil à 1000 fc contre 2500 fc pour permettre à tous d’avoir une carte à présenter au bureau d’enrôlement. Celui-ci a demandé à tous les ministres, députés, personnalités d’aller sensibiliser les citoyens à se faire enrôler dans leurs territoires. En milieu rural où l’engouement est plus perceptible qu’en ville, les jeunes qui ont atteint 18 ans n’hésitent pas à amener cinq témoins déjà enrôlés pour le faire à leur tour.

De nombreuses difficultés matérielles

Mais depuis le début des opérations, les difficultés matérielles ne manquent

S’enrôler chez soi pas ailleurs

Selon la loi électorale, rappelle la CENI, chaque citoyen doit voter au bureau où il est inscrit. Mais certains politiciens ou futurs candidats poussent des électeurs à s’enrôler ailleurs que là où ils habitent pour augmenter le nombre de votants et des sièges à pourvoir de leur circonscription. Seuls les électeurs qui seront sur la liste de dérogation comme les observateurs, les agents de la Ceni, les témoins des partis, les observateurs électoraux... pourront voter ailleurs que dans le centre où ils sont inscrits.

E.M.

La faculté forme, des journalistes, en théorie

En 2001, l’Unikis a créé une Faculté des sciences d’information et de la communication (SIC) pour former des journalistes compétents et répondre au foisonnement des médias. Mais la plupart des enseignants viennent de Kinshasa et Lubumbashi. Les enseignements restent cependant très théoriques et la plupart des étudiants ne connaissent pas les règles essentielles du métier, ni le code d’éthique et de déontologie après cinq ans d’études à l’université. Ils pensent qu’un journaliste est un lecteur des papiers sur les ondes. Selon Fiston Lokawe, assistant au

département des SIC, c’est un problème individuel car l’étudiant qui a suivi avec intérêt toutes les théories et fait les travaux pratiques peut bien se comporter. De nombreux étudiants font ces études non pas par vocation mais par souci d’obtenir un diplôme universitaire. Beaucoup aussi préfèrent la communication des organisations au journalisme qui ne paye pas. Sur 51 étudiants inscrits cette année en 2^{ème} licence, 37 font la communication des organisations et 14 le journalisme. En première licence, 10 seulement sur 40 optent pour le journalisme. Curieusement ceux qui font la communication finissent dans le journalisme lorsqu’ils ne trouvent pas d’emploi. Ceux qui font le journalisme s’orientent eux dans les cabinets politiques ou ailleurs pour gagner leur vie.

Christian Uzilo

Des radios et télévisions sans grille de programmes

De nombreuses radios et télévisions nées ces dernières années fonctionnent sans grille de programmes ni ligne éditoriale claire. Elles diffusent tout et n'importe quoi sans contrôle et sans souci des jeunes qui les suivent. La Haute autorité des médias veut aujourd'hui les contraindre à respecter la réglementation.

La plupart des nos médias n'ont pas de grilles des programmes claires qui respectent leur ligne éditoriale", s'indignait Benoît Kuda, coordonnateur de la Haute Autorité des médias (HAM) en mars dernier lors d'une séance de restitution des activités de son institution aux responsables des médias locaux qui, pour la plupart, ne respectent pas leurs cahiers de charge. Cette mise en garde verbale a été suivie d'une lettre adressée aux responsables des médias pour changer leur façon de travailler. Radios publiques, communautaires, confessionnelles, associatives, commerciales, la confusion est grande. Certaines qui ne l'étaient pas au départ deviennent confessionnelles et retransmettent des prêches sans contrôle.

Pour boucher les vides à l'antenne, des télévisions diffusent à longueur des journées des films d'action propageant la culture de violence, des danses obscènes avec des personnes à moitié nues, des films nigériens, des pièces des théâtres, des séries télévisées et documentaires occidentaux, de la musique, du sport ou font le décrochage des télévisions européennes (TV 5, Canal +, planète, Africa, France 24,...). "Le soir, pendant que les parents et les enfants sont encore au salon, des films pornographiques sont diffusés. Le taux de réussite des élèves à l'école a sensiblement baissé", constate Dominique Lekakwa, chef de division de la presse et communication. "Nous avons une grille de programmes mais qui n'est pas respectée, car les journalistes sont en nombre insuffisant ou souvent absents faute de salaire" explique le rédacteur en chef d'une radio, Des antennes libres, des émissions pour présenter des dédicaces et souhaiter bon appétit en citant les noms des individus occupent le reste du temps. D'autres sont parfois improvisées selon l'actualité. Difficiles pour ces médias de fidéliser les auditeurs et téléspectateurs.

Eduquer les citoyens

"Le rôle de médias est d'informer, de former et d'éduquer la population dans le respect de l'éthique et de déontologie. Ce que ne font pas nombre d'entre eux", s'inquiète Benoît Kuda. Les médias publics, eux, ne sont pas ouverts à tous les courants de pensée et d'opinion et à toutes les tendances politiques.

Selon Alexis Dunia, coordonnateur adjoint de la HAM, les médias de proximité sont des moyens efficaces d'expression des populations. Ils mettent au cœur de leurs programmes les aspirations et les problèmes des citoyens pour trouver des solutions afin de faire avancer la société. "Les médias doivent ainsi promouvoir et protéger les droits de l'enfant", estime Dominique Lekakwa.

Des médias non en règle

Créées pour la plupart au fort de la guerre (1996-2005), ces radios, surtout celles des politiciens, n'ont pas toutes les autorisations requises pour fonctionner. "Sur 58 stations de la Province orientale, quatre seulement sont en ordre, dont trois à Kisangani sur une quinzaine de médias", constate Dominique Lekakwa. Ces radios sont ainsi obligées de présenter leurs grilles des programmes à la HAM pour un suivi du contenu de leurs productions.

Une grave menace de fermeture plane sur ces radios surtout communautaires dont les responsables ne peuvent pas facilement payer les 15 000 \$ de la licence d'exploitation ; 500 \$ de la taxe annuelle de contrôle de conformité ; 10% de diffusion de la publicité. Ce qui risque d'éliminer ces médias au profit de ceux des politiciens qui foisonnent et ne manquent pas d'argent pour payer.

Trésor Mokiango

Territoire de Bafwasende

RALLIBAF, une radio utile mais très démunie

Créée en mai 2009, à l'initiative d'un homme politique, la Radio Alliance de Bafwasende (RALLIBAF), située dans le territoire portant le même nom à plus de 260 km à l'est de Kisangani, fonctionne difficilement. Elle est installée dans un ancien bâtiment de l'hôpital général de la place, avec trois pièces séparées par des rideaux. La salle de rédaction n'a ni chaise ni table. Aucun des animateurs de la radio n'a reçu une formation en journalisme.

"La RALLIBAF est une chaîne qui nous aide dans la prise de conscience de certains problèmes de notre cité par la population", affirme Moussa Shabani, membre de la société civile. Elle contribue à la sensibilisation de la population au processus électoral (révision du fichier électoral), aux campagnes de vaccination, au respect des droits des femmes. Elle s'illustre également en appelant les jeunes à travailler ailleurs que dans les mines.

Des 11 journalistes recrutés au départ au sein des intellectuels de la place, sept ont décroché faute de salaire. Les journaux parlés et émissions très appréciés par le public sont occasionnels faute de carburant et dépendent de la disponibilité des journalistes. La radio n'émet que 2 h par jour (de 18 h à 20 h) par manque de carburant pour faire tourner le générateur. Ce sont parfois les invités des émissions et les Ong qui parlent de leurs projets qui l'achètent.

Gabriel Famba

ECHOS DE PROVINCE

Isangi : Enrôlement en baisse

La première semaine des opérations de révision du fichier électoral les trois bureaux de la cité d'Isangi ont enrôlés plus de 1000 électeurs. Depuis lors, le nombre d'inscrit par semaine s'est réduit presque de moitié. Au centre de l'école primaire d'Isangi fille qui dessert 7 quartiers, le samedi 23 avril dernier, a enregistré environ 30 personnes.

A l'intérieur du territoire, la plupart des bureaux d'inscription implantés dans le chef lieu des groupements sont éloignés des grands villages. Pour la cité d'Imbolo (25 km d'Isangi) une grande agglomération d'environ 8000 habitants, le centre d'enrôlement est à Yabaondo (25 km) de là. Albert Kikenge, directeur général de la société Busira Lomami implantée à Imbolo, a accepté de mettre à la disposition des agents de la CENI le véhicule pour leur déplacement. Selon Jean Pierre Makakaro, secrétaire exécutif de la CENI, des bureaux se déplaceront vers les milieux reculés. A condition que le gouvernement provincial donne des moyens de transport de matériels et des agents.

Cependant Bernard Etokolombo, responsable local de la CENI, déplore l'absence de sensibilisation de la population.

Au vue de ce faible participation de la population au cours d'une réunion des Eglises de la place, il a été recommande aux pasteurs et prêtres d'intégrer dans leur prédication des messages sur l'importance de se faire enrôler.

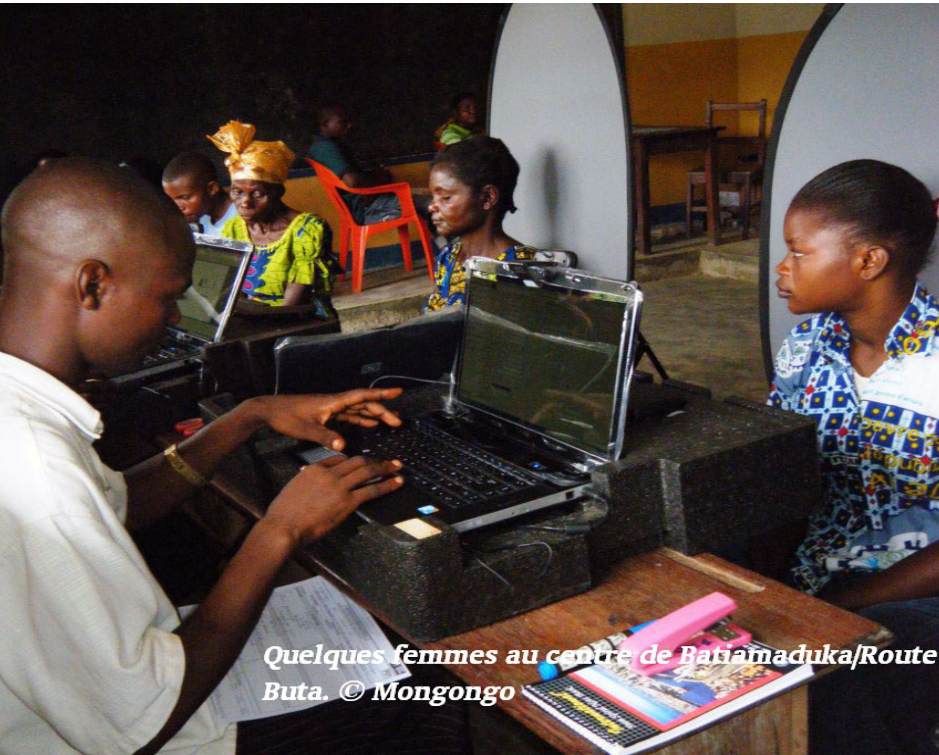
Joseph Bassay

Bunia : Les femmes en première ligne

"En trois semaines le territoire d'Irumu, dont le chef lieu la Cité de Bunia a enrôlé 110 900 électeurs. Un record par rapport aux opérations de 2005, où on avait inscrit plus de 290 milles personnes au terme de 30 jours", se réjouit John Ukuni président local de la CENI. Cet engouement se traduit par des longues files d'attente de la population dans les centres d'inscription, composées en majorité des femmes. Au bureau d'inscription d'Epo Ville du quartier Lumumba, malgré les désagréments des machines qui tombent en panne de temps en temps, les gens ne se découragent pas par contre, ils attendent jusqu'à leur réparation. Les jeunes de 18 ans qui n'ont

pas des pièces d'identité se démènent pour réunir les cinq témoins nécessaires pour se faire enrôler. La plupart des gens disent vouloir disposer de la carte d'électeur afin de participer aux élections prochaines. Selon le président de la CENI BUNIA, il y a peu de sensibilisation de la population, c'est la communication de bouche à oreille qui fonctionne. Ceux qui reçoivent la nouvelle carte, en sont fiers et incitent les autres à aller se faire enrôler. On observe aussi un nombre important de témoins de partis politiques.

Ousmane Sylla.



Quelques femmes au centre de Batiamaduka/Route Buta. © Mongongo

Déclaration de perte de pièce

Madame Andee Djotia Henriette informe le public de la perte de l'original de son diplôme d'Etat délivré à Kinshasa le 15 novembre 1999. Ce diplôme de la section pédagogie, option pédagogie générale de la session 1995 porte le numéro:

TS.07	0	6	0	1	0	2	0	1	0	2	6	0	0	3	428193
-------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--------

Pour toute information contactez au : 0994060779 ou 0810102294

Andee Djotia Henriette

Pour vos communiqués, publicités, messages,... contactez nous sur 1/A, Avenue Colonel Tshasthi, Commune Makiso à côté de BEGO CONGO ou écrivez nous au journal_mungongo_kis@yahoo.fr, soit appelez nous au 085 338 93 25, 081 513 55 11

Le “coupage” aliène l’indépendance du journaliste

De nombreux journalistes qui ne sont pas payés par leurs médias exigent de l’argent des personnes qu’ils interviewent avant toute diffusion. Ces sources, conscientes de leur pouvoir, en profitent pour orienter les informations. Les règles du métier sont foulées au pied et les citoyens désespérés.

Il y a des choses que nous réalisons en faveur de la population, mais il nous est difficile de les communiquer aux médias par manque d’argent à remettre aux journalistes”, regrette le bourgmestre de la commune Makiso qui, comme de nombreuses sources d’informations, regrette de ne jamais attirer l’attention des journalistes. “Nos bailleurs ne prévoient pas de collation pour les journalistes dans les projets qu’ils financent. Du coup, nos activités sont moins connues du public”, constate aussi Maguy Libebele, du Collectif des femmes.

Les médias de leur coté ne disposent pas de moyens pour le déplacement des journalistes pour aller rencontrer les différentes sources d’informations. Les journalistes ne partent que vers les sources qui prennent en charge leur transport – appelé “le coupage”. Ce qui crée une réticence entre les journalistes et les informateurs.

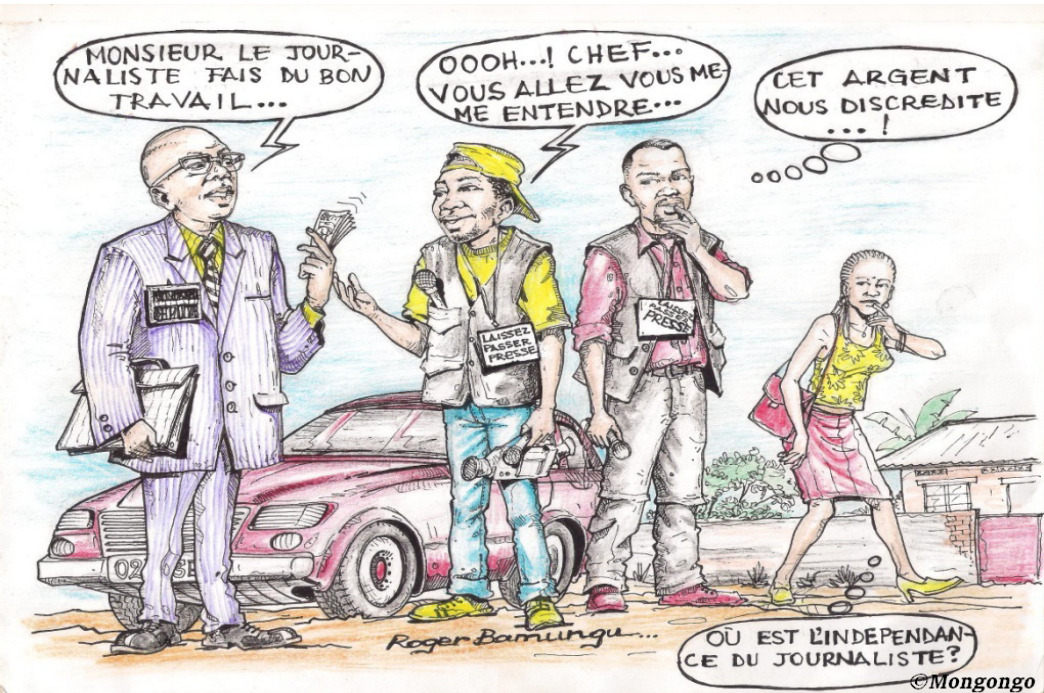
Certains journalistes, appâtés par l’argent, ont créé des groupuscules qui traquent les politiques, les opérateurs économiques qui “coupent” et excluent les rares journalistes qui refusent le coupage. Ce qui viole la confraternité et prive certains citoyens des informations utiles

Désinformation du public

“C’est connu de tous, quand on va en reportage, on a droit au coupage”, affirme avec fermeté un journaliste de la RTNC. “Une agence onusienne n’offre que de sucré et des biscuits ? Comment vais-je regagner ma rédaction”, fulminait une jeune journaliste, à la sortie de la rencontre hebdomadaire d’information qu’organise OCHA, la coordination des affaires humanitaires. Certains journalistes qui n’ont jamais lu le code d’éthique et de déontologie qui fixe les règles du métier pensent que c’est de leur droit d’exiger de l’argent ou des cadeaux des sources d’information surtout quand les responsables des médias attendent une partie de ce coupage.

“Ce sont les hommes politiques qui ont commencé avec le monnayage, puis les ong et tout le monde maintenant”, fait remarquer Jean-Pierre Lifoli, journaliste et professeur de science politique. “Des apologies, des titres et grades kilométriques, des sons longs dans un journal...”, sont des signes de coupage. De nombreux journalistes ne vérifient pas les informations qui leur sont ainsi données, considérant la personne qui les a payés comme détenant la vérité. Dans les médias audiovisuels, le coupage prend une autre forme “mabanga” (lire pierres ou cailloux). L’animateur d’une émission éducative se met plutôt à saluer les gens, à citer les noms des maisons de commerce...Surtout dans les pièces théâtrales et sketches radiophoniques.

“Cette pratique discrédite le journaliste et son organe : on déforme les faits, et on désinforme les gens. On attise les conflits, on ne prend pas un autre son de cloche, alors que la fonction sociale des médias consiste aussi à réguler la communauté”, analyse J.P. Lifoli. Pour Ghislaine ITAMA, directrice de la Radio Télé Kintwadi, RTK, “le coupage fait la honte des journalistes. Dans ma radio le journaliste qui s’en rend coupable encourt des sanctions qui vont jusqu’à la révocation”. Elle s’efforce



cependant d’offrir à ses journalistes un contrat de travail, le transport et parfois les unités pour les reportages.

D’autres sources d’informations limitent désormais le nombre des medias en fonction de leurs budgets même si l’activité est publique. “Votre radio n’a pas été retenue” a-t-on répondu à Rex YENGA, rédacteur en chef de la Radio OPED FM.

Pas de contrats de travail

Sans contrat de travail, ni aucun moyen de transport, la vie des professionnels des médias n’est cependant pas facile. Leur quotidien est hasardeux. “Le matin, souvent je n’ai aucune idée de ce dont sera faite ma journée pour ma femme et mes quatre enfants. Je suis derrière les activités pour négocier le prix de location de la camera et les frais de diffusion selon l’événement ou le rang social de la source”, raconte un cameraman, qui attend toujours de signer un contrat de travail. “A mon engagement, il y a six mois, on m’a promis d’être payé en fonction des recettes réalisées”, ajoute-t-il.

“La radio OPED FM emploie cinq journalistes, aucun n’a signé de contrat de travail y compris moi-même”, reconnaît Magloire Bolunda, le directeur. “Il n’est pas normal qu’un media ne remette qu’un stylo, un carnet et un enregistreur au journaliste pour l’envoyer faire son travail”, s’indigne le coordonnateur provincial de la Haute autorité des médias, Benoît Kuda.

Carlos Tunda

Pour être journaliste, il faut respecter les règles du métier

Comme de nombreux métiers, celui de journaliste est régi par des règles établies par la profession à respecter si on veut mériter le titre de journaliste. Parler sur les ondes ou écrire dans un journal exige des compétences et le respect strict des principes. Les principaux points du code d’éthique et de déontologie du journaliste congolais de 2006 stipulent ainsi que le journaliste ne peut pas être payé par ses sources d’information (le coupage est interdit) ni recevoir leurs cadeaux. Il n’est pas un propagandiste ou un militant d’un parti ou d’une cause partisane. Il lui est interdit de prendre position et de porter des insignes distinctifs des partis politiques. Il n’est pas non plus un publicitaire.

Dans son travail de tous les jours, le journaliste doit respecter les lois du pays, en particulier le respect de la vie privée, sous peine des sanctions prévues par la loi.

Mais avant tout, le journaliste doit avoir le sens de sa responsabilité sociale qui est très forte. “Il doit dire sans nuire, montrer sans choquer, dénoncer sans condamner et informer sans décourager”, résume Syfia international, une association qui regroupe 15 associations travaillant dans les médias en Afrique et en Europe. Car ses propos peuvent nuire gravement à certains groupes ou personnes.

Le rôle du journaliste est grand et important dans la consolidation de la démocratie et de L’État de droit surtout dans les pays pauvres où les populations sont confrontées à de nombreuses difficultés. Il doit leur donner des informations leur permettant de se forger leur propre jugement sur les événements ou les faits vécus. Ceux-ci doivent donc être rapportés dans le souci de l’intérêt général et non de quelques individus (culte de la personnalité).

Pépé Mikwa.

Pas d’argent pour acheter le journal ?

Lorsqu’on tend un journal à quelqu’un à Kisangani, qu’il s’agisse d’un homme politique, d’un professeur d’université, d’un acteur de la société civile ou du simple citoyen, sa première réaction est : “Je n’ai pas d’argent”. Pourtant, tous veulent le lire... mais gratuitement. Tous réclament une presse de qualité, avec des journalistes compétents et indépendants, des photos en couleur, un journal quotidien... Mais l’argent ne tombe pas du ciel ! Un journal vit grâce à ses ventes et à la publicité.

On n’achète pas une bouteille de Primus ou des unités de téléphone qui coûtent 1000 fc à crédit... mais pour un journal de 500 fc, certains ne se gênent pas de le demander ! La ville regorge pourtant d’universitaires, d’agents de l’administration et hommes politiques qui peuvent l’acheter sans problèmes.

Ils oublient trop souvent que produire un journal a un coût : bien payer les journalistes pour qu’ils n’exigent pas le coupage (argent) des sources d’information et soient indépendants est le plus important, avoir des ordinateurs et du matériel de bureau, des frais de fonctionnement, du matériel de reportage, des frais de déplacement, et enfin les coûts d’impression, de promotion et de diffusion du journal.

Ce n’est que s’ils se sentent soutenus par la communauté des lecteurs qui n’hésitent pas à reconnaître leur travail et non pas des individus qui cherchent à se faire mousser, que les journalistes pourront travailler dans l’intérêt général.

Pépé Mikwa



La presse est-elle libre à Kisangani ?

Clément Mangubu Lotika : enseignant au département des Sciences de l’information et communication et éditeur du Journal Mwangaza.



Clément Mangubu Lotika, enseignant au département de SIC et éditeur du journal Mwangaza. © Mongongo

La liberté de presse consiste à travailler dans le respect strict de l’éthique et la déontologie du métier. Mais elle est ignorée par les journalistes eux-mêmes qui pensent qu’il s’agit de s’ingérer dans la vie privée des gens. Les journalistes ne sont pas totalement libres. La presse alignée sur le pouvoir ne peut pas dire le contraire de ce que pense le pouvoir. Le journaliste travaille avec la contrainte involontaire. Les médias de l’opposition aussi manquent d’objectivité dans le traitement des informations. Dans les médias officiels quand un homme politique fait un don, le journaliste ne peut jamais donner les informations d’un autre parti politique, donc il travaille pour la cause des individus. Certains journalistes donnent des informations sans preuve et ne pèsent pas leurs mots. Ils disent par exemple “*les dirigeants corrompus*” au lieu de se limiter aux faits. Ils se livrent à des critiques agressives en prenant position pour faire sensation au mépris des règles du métier. Ce qui les déshonore. Le journaliste doit prendre conscience de sa responsabilité, dissocier les faits des commentaires, éviter les relations qui le poussent à enfreindre les règles, faire preuve de sens moral et de bon sens en jouant le rôle de la médiation juste et honnête, bien que mal ou sous payé.

Jean Claude Esuka : ministre provincial de l’Agriculture et porte-parole du gouvernement provincial

Il y a la liberté de la presse dans la ville. Contrairement aux années antérieures où on avait qu’une seule chaîne de radio et de télévision, il y



Jean Claude Esuka, Ministre provincial de l’agriculture et porte-parole du gouvernement. © Mongongo

a un foisonnement de médias. La ville compte actuellement, plus de dix chaînes de radios, quelques télévisions et des journaux qui ne sont pas censurés. Mais les journalistes doivent respecter les lois et les règles de leur métier en confrontant les sources d’information et en assurant un traitement impartial. Ils doivent aussi organiser des débats contradictoires avec les partis au pouvoir et l’opposition.

Les élections : période à risques pour les journalistes

En RD Congo, des journalistes sont régulièrement tués, arrêtés, jetés en prison. Le plus souvent il leur est reproché d’avoir diffamé une personnalité ou porté atteinte à la sûreté de l’Etat. Tous ces délits sont inscrits dans la loi de la presse que doit connaître tout journaliste. En période électorale, quand les tensions s’exacerbent, ils sont encore plus la cible des mécontents. Assurer leur sécurité est donc vital.

Hubert Moliso Nendolo : député national, élu de Kisangani

La liberté de la presse est consacrée par la constitution et par les lois du pays. Les médias sont appelés à s’exprimer librement. La presse est apparemment libre à Kinshasa où des analyses sont faites sur ce que les journalistes ont vu et entendu. Ce qui n’est pas le cas à Kisangani, parce que les autorités politiques en place empêchent les journalistes de bien faire leur travail. Ils n’ont que la liberté de dire le bien et non dénoncer le mal. Ils sont stressés, ils ont peur de dire la vérité craignant d’être interpellés. Récemment la radio communautaire Mwangaza a été interpellée par les agents de l’Agence nationale de renseignement et en février dernier, le responsable de Canal Congo Télévision de Kisangani a été menacé pour avoir diffusé les images de la tournée de Vital Kamerhe (un opposant) au Sud Kivu. Les autorités politiques sont censées recevoir des critiques et observations qui proviennent de la population par le canal des journalistes. La presse doit s’assumer en informant et formant correctement les citoyens.



Hubert Moliso Nendolo, Député national. ©Mongongo

Gilbert Risasi : coordonnateur provincial de l’Observatoire des Médias Congolais OMEC/P.O

La plupart des journalistes ne connaissent ou ne respectent pas les 21 articles du code de déontologie et d’éthique, ainsi que l’acte d’engagement du journaliste congolais où il jure de faire son travail en respectant la vérité et le fait en toute objectivité et impartialité et responsabilité. Certains journalistes prêtent leurs voix à des publicités. Le plagiat est monnaie courante dans les médias. D’autres médias se font pratiquement les porte voix des autres, ce qui traduit la paresse. L’essentiel de l’information est souvent sacrifié au profit des louanges des personnalités. Toutefois, par rapport aux années antérieures avec le parti unique où le journaliste était chaque fois interpellé, traqué par excès de zèle de certains services qui abusaient de leur pouvoir, aujourd’hui, il y a une amélioration. Certains médias critiquent le pouvoir en place. Mon inquiétude est de savoir si tel sera le cas pendant cette période électorale où les journalistes



Gilbert Risasi, Coordonnateur provincial de l’OMEC/P.O. ©Mongongo

sont souvent incompris par les hommes politiques.
Propos recueillis par Hortense Basea

Pour limiter les risques durant cette période, le journaliste doit s’abstenir de porter des insignes distinctifs des partis politiques mais porter toujours un badge indiquant qu’il fait partie des médias. Selon Reporters sans frontière qui a publié récemment un “Guide Pratique du Journaliste en période électorale” le journaliste doit être extrêmement prudent dans le traitement des informations car il risque fort d’être manipulé par les hommes politiques : “*L’art de la désinformation fait partir de l’art de la guerre*”. Il doit observer une stricte neutralité, donner la parole à toutes les parties en présence et faire parler les candidats avant tout sur leurs programmes.

Ernest Mukuli

Laver les motos et les véhicules pour gagner sa vie

De nombreux enfants de la rue ou issus de familles démunies lavent les voitures et les motos toujours plus nombreuses. Ils subviennent ainsi à leurs besoins ou payent leur scolarité.

Je lave les motos et véhicules depuis 2009, par peur de rester sans travail”, explique martin Akamba, un jeune laveur de 17 ans, trouvé dans un atelier de lavage des véhicules,Makopolo, au croisement des avenues des cocotiers et du 24 octobre dans la commune Makiso. Sous un véhicule de marque Fuso, une main tenant le tuyau et l'autre la brosse pleine de mousse de savon, Martin est un ex enfant soldat qui, grâce à ce travail, s’est déjà acheté un vélo. Orphelin de père, Augustin Bangala, âgé de15 ans et élève à l’institut Chololo, paye ses études grâce à ce boulot. “Je travaille de 6h à 11h, ensuite je pars à l’école l’après-midi. Le dimanche, je bosse jusqu’à 20h. C’est un travail pénible qui demande beaucoup d’énergie. Le soir à la maison, j’ai des douleurs partout”, témoigne-t-il. De plus en plus d’enfants lavent des véhicules ou motos dans les ateliers installés (non loin du stadium hellénique, au beach bac,..) par des adultes. Ils se débrouillent pour payer seuls leurs études, se nourrir, se vêtir,... Certains participent au budget familial et subviennent à leurs propres besoins. Une bouche de moins à nourrir pour leurs familles ! Car les parents sont démunis ou les abandonnent. L’afflux des motos et des véhicules dans la ville depuis la réhabilitation de la route nationale n°4 Kisanganii-Beni explique cette situation. Le climat de la ville s’y prête aussi : pendant la saison sèche, la poussière est partout ; pendant la saison de pluie, la ville est boueuse. Au beach bac, ces adolescents concurrencent les laveurs adultes établis à côté de l’entrepôt public de la DGDA et ceux en diagonal du quartier général de la Monusco. La ville manque, en effet, d’endroits appropriés pour nettoyer les engins motorisés. Le seul est celui du rond point du Canon à la Station COYDRO, parfois jugé cher.

Devenir autonome

Selon François Bayito, responsable de lavage “Makopolo”, depuis 2009, il emploie plus de 30 enfants, la grande majorité a été recrutée parmi les enfants de la rue. D’autres viennent d’eux-mêmes. A l’aide d’une motopompe qui rend le travail plus rapide, chaque enfant lave entre 20 et 30 motos par jour. Certains utilisent des seaux. Selon le responsable, ils ont droit à 40%



Un atelier de lavage des motos et véhicules non loin du stadium hellénique. © Mongongo

du montant payé par engin. A l’atelier de lavage situé non loin du stadium hellénique, chaque enfant reçoit 200fc sur les 500fc payé par le client par moto. Alpha Munganga, l’un des clients apprécie le dévouement et le respect de ces enfants. Pour Trésor Bajoko, c’est bien qu’ils se prennent en charge au lieu de mendier ou voler. Alexis Balingi, de l’Association des communicateurs pour la défense des droits de l’enfant et de la femme (ACODEF) met en garde contre l’exploitation économique de l’enfant : “Ce travail doit apporter un bénéfice en faveur de l’éducation de l’enfant sinon c’est dangereux”.

Odette Kaseka

LA VILLE EN BREF

Lutte contre l’insécurité

29 avril, présentation d’un militaire appartenant à la région militaire de Maniema, arrêté dans la nuit du 28 au 29 avril au domicile d’un particulier non loin de l’université de Kisangani muni d’une arme de guerre automatique AK 47. Son compagnon est en fuite. Selon le général Jean-Claude Kifwa, commandant 9^{ème} région militaire, cette arrestation est le



Général Jean-Claude Kifwa, Cdt 9^{ème} région militaire en entretien avec la presse. @ Mongongo

fruit de la collaboration de la population et des services de sécurité. Il exprime ses inquiétudes de voir qu'en l'espace de 2 mois il y a eu six vols a main armées dans la ville. Il compte sensibiliser la population afin qu'elle ne garde plus d'armes dans leur foyer. Voici les numéros mis à la disposition de la population en cas de problème 0995403294, 085 37 31 722, 081 920 36 66.

Elections

Le 16 avril, rencontre du gouverneur de province avec les responsables des associations des jeunes de la ville qu'il a incitées à participer massivement à la révision du fichier électoral, combattre les actes inciviques et aider la police dans sa mission de maintien de l’ordre, participer aux travaux d’assainissement. Quelques jours plus tard, l’autorité provinciale a réuni les responsables des mutualités dans le cadre de dialogue social pour la même cause. Le gouverneur a dénoncé la campagne menée par certains contre son gouvernement. Par la même occasion il a demandé à l’assistance de soutenir la candidature de Joseph Kabila. Certains participants se sont montrés surpris de cet appel au soutien électoral du président dans ce type de réunion. 17 avril Monseigneur Marcel Utembi de l’Archidiocèse de Kisangani a appelé les jeunes à opérer un choix responsable pendant cette période électorale. C’était à l’occasion de la clôture du mini-synode des jeunes catholiques, tenue à l’aumônerie des jeunes réunissant des jeunes venus de Yangambi, Banalia, Bengamisa, Ubundu et de Kisangani. L’avenir du pays dépendra des gens que ces jeunes éliront, a-t-il dit, il est donc très important

de bien réfléchir avant de donner sa voix à un candidat.

Société civile

Du 25 au 29 avril atelier de formation des responsables d’une trentaine d’organisations de la société civile sur la réforme du secteur de sécurité et de la justice congolaise organisée par le réseau du même nom. C’est un programme qui vise à rendre accessible les services de sécurité, à la population par l’entremise des organisations de la société civile Du 28 mars au 9 avril, 26 journalistes de Bunia, d’Ubundu, d’Isangi et de Kisangani ont appris à comprendre le fonctionnement de la justice au Congo pour mieux en rendre compte à leurs auditeurs et lecteurs. Une dizaine d’avocats ont de plus échangé avec eux sur les délits de presse (les infractions courantes commises par les professionnels des médias dans l’exercice de leur fonction). Ces journalistes, qui ont aussi suivi une formation sur les règles professionnelles qui régissent le métier, produiront des articles et émissions sur les questions judiciaires de leur milieu. C’est un projet conjoint de l’Ong RCN Justice et démocratie, Syfia International et Journaliste en Danger, sur financement de l’Union Européenne, dans les villes de Matadi, Kinshasa, Bukavu et Kisangani.

Page noire

26 avril, arrivée de la dépouille mortelle du député national Maître Jean Mari Komoni décédé à Kinshasa le 21 avril à la suite d’une crise cardiaque survenue quelques minutes après son intervention à l’Assemblée nationale. Des grands hommages ont été rendus à l’illustre disparu, à la place



Hommage à l’honorable Jean Marie Kamonyi à la place des martyrs. @ Mongongo

de Martyrs et une messe d’action de grâce dite le 27 avril en la paroisse St Pierre Wagenia. Il a ensuite été enterré dans intimité, contrairement à ce qui se fait habituellement lors du décès d’un homme d’Etat.

Ni vigumu kwa wapashaji kupata habari ya serkali

Kila mara wakubwa wamewasumbua wajournaliste na kukataa kuwapa habari, jambo lenye kufanya kazi ya waandishi wa habari kuwa ngumu. Sababu kwanza wameogopa kulipa franga kwa wapashaji ao kuogopa kukaripiwa na wakubwa wengine. Yote ile inamaliza heshima ya wapasha habari na kunafanya watu kuwaza vingine (spéculation).

Tumemtafuta bourgmestre wa commune ya Tshopo lakini hatumuone, ili kutafuta kujuwa wazo lake kuusu habari tuliosikia”, amesema mtangazaji mmoja wakiti wa matangazo ya habari (journal parlé) za 6h45 kutoka Radio Communautaire Mwangaza. Ni desturi kwa wapasha habari kusema hivi ikiwa wame-nyimwa habari. Rendez-vous haiheshimiwe, kungojeshwa mda mrefu ku réception, kusumbuliwa, inapita... kwa kupata information inakuwa msalaba kwa wajournaliste. “Pita kesho, nitakuita, mkubwa hana wakati, uliza Kinshasa...” Yote ile kukataa tu kumpokea mpasha habari. Ni vigumu kupata habari kutoka wakubwa wa serkali, wa jeshi ao polisi, iwe wafanya biashara isipokuwa tu wakati watu hao wamepanga kufanya conférence ao point de presse. Ni kugumu wapashaji wa vyombo vya habari visivyokuwa vya serkali kutumika katika ofisi ya serkali. “Tunapata habari kutoka gouvernorat kwa wenzetu walioko” amesema Rabbin Ramazani wa Radio Liberté/Canal Congo Télévision, chombo cha habari cha upinzani. “Sababu ni kuwa wapashaji kutoka vyama vya kisiasa wamezoea kuandika habari yakupendeza chama”, amesema Flory Ngongo, kiongozi wa UNPC jimboni (Union de la Presse Congolaise). “Magumu tena ni kufatana na tabia ya wapasha

habari kuombaomba franka”, amehakikisha meya wa Kisangani. “Habari kwao wajournaliste wamoja ni ile inayoleta franka”, amesema Ghislaine Itama mkurugenzi wa REMACPO (Réseau des Médias Associatifs et Communautaires). Kumukataliya journaliste habari ni habari pia. “Meya wa Kisangani alipokataa kusema neno juu ya kukataziwa kwa soko ya libanga; ilituomba kutangaza habari ile bila kauli lake”, amesema Laurent Kangisa rédacteur en chef wa Radio Communautaire Mwangaza. Hakuna chombo cha habari, hata Radio Okapi, kilichomwuliza secrétaire particulier wa gouverneur mambo ya kuzaniwa rushwa (présomption de corruption) mwezi jana inayosemekana kupewa kwa wabunge jimboni kutoka kwa liwali. Tangu pale watu wamewaza vingine (spéculations).

Ni haki yake mpashaji
Jean Pierre Lifoli ni mwalimu pia mpasha habari. Yeye amesema kuwa hali hii ilianza na siasa ya wakoloni. “tangu zamani habari ni yenye kuchunguzwa vikali na wakubwa wa nchi ; hakuna uhuru wa habari”. Kwa mjibu wa Aliana Alipangama (Radio Okapi) mpasha habari tangu myaka 13, watu walio na habari (source d’information) hawajui mafaa ya habari. “Wakubwa wameogopa kutoa kauli lao waisije wakakaripiwa ao kufatwa

na sheria”, amesema Aliana. “Wanasiasa wameshindwa kufasiria hali wameongoza inchi”, amesema Ghislaine Itama. “Wakubwa hawataki kauli tafauti na lao (contradiction)”, ameongeza Jean Pierre Lifoli. “Sheria inampa mpasha habari uhuru wa kutafuta habari popote na kuitangaza kwa watu wengi, lakini sheria yenyewe haiheshimiwe”, amenena chef de division provinciale wa communication et presse. Kwa mjibu wanamemba wengi wa Société civile hali hii inatuma rahia kupuuza mambo ya wakuu viongozi. Pesa zinazotumikiwa na serkali kutokana na Budget hazijulikane. “Ndiyo maana rahia wamewazia serkali kuiba”, wazo lake Jean-Paul Nyindu mtetezi wa haki za binadamu. Tena utangazi wa habari za uwongo umeipunguza heshima ya wajournaliste pamoja na vyombo vyao vya habari. Kila mara, baada ya habari aina hii kutangazwa, waliokataa kusema wamekuwa na wasiwasi, hata kushikwa na kashirani. Hata kama baadaye wakanusha, lakini watu wamesadikiya tu habari ilio tangazwa mbele. “Ni haki zao wajournaliste kupewa habari, isipokuwa hivi ni ukosefu wa utawala bora (bonne gouvernance)” amesema Flory Ngongo wa UNPC/PO.

Trésor Boyongo

Watu ni wengi kutaka kujiandikisha kwa uchaguzi

Tangu tarehe 2 aprili watu ni wengi hasa vijijini kujiharakisha kwa kupata carte d’électeur. Ijapokuwa inakawiya. Ijapokuwa CENI kuandikisha polepole kutokana na magumu ya kazi, wanavumilia kwa kujiandikisha.

Kama wanawake wengine hapa kijijini, nimepata carte d’électeur yangu”, amesema kwa furaha Bibi Kesina alipotoka kujiandikisha kunako centre d’inscription ya Batiamakuka, PK 15 njia ya Buta. “nanyeshewa mvua kwa kupata carte hii, inabakia tu kuvoter”, amenena Julien Nzela anapotoka kujiandikisha kwenye centre ya ISP. Tangu tarehe 2 aprili watu ni wengi wamejiharakisha kupata carte d’électeur sababu ya kushiriki katika uchaguzi wenye kupangwa mwisho wa mwaka huu. Iwe mvua, iwe baridi ya hasubui ao jua kali kama siku ya paska wanawake walikuwa wengi kujipanga kwenye kituo cha kujiandikisha (centre d’ins-

kuliko 2500FC ili wanaokosa carte d’électeur ya zamani wapate kujiandikisha wepesi. Liwali amewaomba mawaziri na wabunge kuwaambia watu wajiandikishe katika ma territoires. Vijijini ambapo watu ni wengi kutaka kujiandikisha kupita miji mikubwa, vijana wa myaka 18 wamefanya nguvu kuleta washuuda watano kwa kujiandikisha.

Magumu ni mengi

Lakini tangu enrôlement kuanza magumu ni mengi kwenye vyombo vya kazi. Ma ordinateurs ni yenye kufa mara kwa mara. “Ordinateur ya pili hii kufa. Kwa kuimprimer photo moja, inafaa kuzima na kuwasha ordinateur”, ameshuudia Joseph Dhena Mugene kiongozi wa centre d’inscription ya EDAP/ISP. Kwenye centre ingine photo iko inatoka noir blanc. Isipokuwa tu centre ya Maele, Muana na ISP, ma bureau ingine yote ina ma groupe électrogène ya kufakufa. Jambo ambalo kafanya kazi kwenda polepole. Djunga Yengo kiongozi wa centre d’inscription ya EP Bolembu 6^{ème} Tshopo ameandikisha watu 120 kuliko 160 kwa siku. Wafundi wa CENI wamezunguuka kama desturi kutaka kutengeneza vyombo vya kazi, lakini pièces ya rechange haipatikane.

Ukosefu wa niya ya kazi sababu ya kukosa kulipwa

Wa opérateurs de saisie ambao bado kulipwa wamekosa niya ya kazi. Wamoja katumika polepole, wengine kafunga milango mbele ya wakati. Siku ya mungu tarehe 24 aprili pa 15h, vijana wanne walio-kuja kujiandikisha walishangaa kuona milango ya centre inafungwa. Polisi wengine wamekimbia kazi ya ulinzi, wengine kaja leo kakosa kesho. Upande wa Losoko, kiongozi wa centre d’inscription amewapa polisi chakula na franka ya mfuko wake juma mbili nzima. Wa témoins wa ma partis politiques hawako wengi, isipokua tu wale wa PPRD pamoja na UDPS. Hata hawa wamelia njaa. Tshopo na Mangobo, kumekuwepo wa témoins wawili wa CNDP. Wa observateurs wa Société Civile wako wachache sana. “Hatuna franka ya kulipa wa observateurs”, amesema Deogratias Vale wa coordination ya Société Civile.

Ernest Mukuli



cription) cha Osio 16 km kutoka Kisangani ku njia ya Opala. “Niko hapa tangu 6h ya hasubui, niliwakuta vijana wawili kutoka Kubagu, 9 km”, amesema Okoma kiongozi wa centre d’inscription ya EP Losoko, 6 km njia ya Opala. Vijijini watu wamejiandikisha wanapotoka ku mashamba.

Yaomba kuvumilia

Hali ni moja katika vituo vya kujiandikisha 40 mjini Kisangani, hata kama inaomba kungojea mda mrefu. “Nimevumilia siku tatu juu nipate jeton, kinachobaki sasa ni kupata carte d’électeur”, amesema mama moja. Wanandikishwa upesi ni wake wenye mimba, wazee na walemavu (handicapés). Liwali wa jimbo ameshusha bei ya attestation ya perte de pièce ku 1000FC

Kila mtu ajiandikisha kwake
Kufatana na loi électorale CENI inamwomba kila mtu kuvoter fasi alipojian-
dikisha. Ila tu wanasiasa na wagombea (candidats) wamoja wamekuwa wakituma watu kujiandikisha fasi ingine; ile yote sababu ya kuongeza idadi ya watu watakoa wachaguwa. Sheria inasema kuwa wakatakaoruhusiwa kuchagua fasi ingine ni watu wa kazi wa CENI, wa témoins ya partis politiques na wa observateurs.

E.M.

Mbano bapesaka na bapanzi nsango ezangisaka bango bonsomi

Bapanzi nsango baike bafutamaka te o bisika bya bango bya mosala basengaka na bato babyangi bango o masolo mbano yambo ya bango kosakola maye basololaki. Na yango, bato bana batindaka bango ‘te basakola nsango engebene na maluli ma bango. Babuki mibeko mya mosala mwa bango mpe bana nsomi bazali kosepela na nsango izali kopesama na motindo mona te.

Tsalaka makambo mingi mpo na bana nsomi kasi tozangaka koyebisa na bisika bya bopanzi nsango zambi lya bozangi mbongo ya kopesa na bapanzi nsango”, eyebisi bourgmestre ya etando ya Makiso. Lokola ye , bato basusu bazangaka koyebisa na bapanzi nsango makambo bazali na yango. “Baye batin-daka mosolo na mpoto bapesaka biso mosolo mpo ya kofuta makolo ya bapanzi nsango te yango wana misala tosalaka miyebanaka na bato te”, elobi Maguy Libebele wa lisanga lya bamama (collectif des femmes). Bandako ya bopesi nsango izangi mituka to tukutuku mpo na kosalisa bapanzi nsango bakoma noki o bisika biye bakoki kozwa makambo ma kosakola. Bapanzi nsango bakendeke mingi epai ya bato baye bakoki kopesa bango mbongo baben-gi yango « coupage ». Yango nde esalaka ‘te boyokani bozanga kati na bapanzi nsango na baye basololaka na bango. Boko bapanzi nsango basila kosala masanga ma bango bobele mpo na kolanda bato ba politiki, baimombongo bafutaka malamumu mpe baboyi o ntei ya masanga ma bango bapanzi nsango balingaka ezalela ena te. Yango ezangisaka bondeko kati na bango mpe ezangisaka bana nsomi bazwa nsango ya solo.

Bopesi nsango ya solo te na bato
“Ezali likambo liyebani na bato banso, soko okei koluka nsango ozali na makoki makozwa mbano”, elobi moko mopanzi nsango wa RTNC. “Yoko lisanga lya onu epesaka bobele sucré na biscuit, ndenge nini nakozonga o ndako ya mosala ?” elobi moko elenge mopanzi nsango na nkanda nsima ya likita libongisamaki na OCHA. Boko bapanzi nsango batangi naino mibeko mya mosala mwa bango te bakanisi ‘te ezali makoki ma bango ya kosenge mosolo to mbano nsima ya kozwa nsango . Bakonzi ba bango mpe bazelaka bango mpo bakabola maye bazwaki o bisika bakendeke koluka nsango.
“Ezali bato ba politiki nde babandaki kofuta bapanzi nsango ; na nsima eko-maki ngala ya ba ong, sika ekomi likambo lya bato banso”, elobi Jean – Pierre Lifoli, mopanzi nsango mpe molakisi wa mambi ma politiki o univesrisité.
“Soko oyoki bapusi kokumisa moto, kobenga ye na pete ya ye inso to kopesa ye ngonga molai ya koloba ... ”, yebaka ‘te basili kozwa mbano epai ya ye. Yango wana bapanzi nsango batiyaka ntembe te na moto afuti ye mbongo, akanisi ‘te manso alobeli ye ezali ya solo. Na radio mpe na télévision, coupage ezwi nkombosusu : mabanga (pierres). O boso bwa elobeli akolekisa ngonga mpo ya

Nsango epesama na bonsomi awa na kisangani ?

Clément Mangubu Lotika : molakisi o département ya sciences ya information mpe communication, mokolo journal Mwangaza.

Bopesi nsango na bonsomi elandani na botosi mibeko mya mosala. Kasi bapanzi nsango babungi yango ; bakanisi ‘te ezali nde komikotisa ata na bomoi bwa bato mpo na kuluka koyeba nini bazali kosala. Bapanzi nsango bazali na bonsomi nyenye te « Baye bazali kosala na bakonzi bazali se koloba maye bakonzi balingi ‘te eyokana o matoyi ma bato. Mopanzi nsango akosala mosala na nkaka, akoloba ata maye alingi koloba te. Ndako ya bopesi nsango ya opposition mpe izangaka bosembo mpo na kopesa nsango. O bisika bya bopesi nsango ya mbulamatarari, soko moto wa politiki apesi mbano, mopanzi nsango akoki koloba te soko azali moto wa parti politiki mosusu . yango emononi ‘te azali kosala mosala mpo ya boko bato. « Babyangaki ngai o radio mpo na nsango esengelaki eleka kasi batiyaki yango pembeni. Mopanzi nsango andimaki ‘te esalema bongo mpo ya kobatela mosala mwa ye. » Boko bapanzi nsango balobaka makambo bayebi te ; bakoloba ndakisa : « Bakonzi bameseni kozwa madesu ya bana » esika baloba eloko bamoni. Bakoloba makambo na maloba mabe ntango mosusu kaka mpo bayebana. Mopanzi nsango asengeli akamata mosala mwa ye na limemya mpe na lokumu ; abakisa makambo masusu na maye amoni te, aboya kozala na bizaleli bikoki kotinda ye ‘te abebisa mosala mwa ye zambi ameseni na boko bato. Azala moto wa ezalela elamu, moto wa bosembo ata soko azali kofutama malamumu te.

Jean Claude Esuka : Ministre wa etuka atali milona mpe molobeli wa mbulamatarari ya etuka

O engumba Kisangani nsango ezali kopesama na bonsomi. Na bokeseni na mbula eleki wapi ezalaki bobele radio mpe télévision moko, lelo ndako ya bopanzi nsango ekomi mingi. Engumba Kisangani ezali na radio koleka zomi mpe télévision na nkasa ya bopesi nsango iye etungisamaka na biso te. Kasi bapanzi nsango basengeli yambo ya manso koyokamela bato epai na epai yambo ya kosakola nsango ya bango mpe batosa mibeko mizali kokamba mosala mwa bango nabondimelaka moto ata moko te. Basengeli kobongisa masolo elongo na parti ezali kokamba mboka mpe baye ba opposition.

kokumisa boko bato, kotindela bango mbote ntango inso mpe kokumisa boko ndako ya mombongo esika ya koyebisa bato makambo basengeli na yango... Esalemakami mingi na émission ya masano (théâtre to sketch).
“Boye esilisaka lokumu la mopanzi nsango mpe esika azali kosala mosala : bazali koloba makambo ndenge ezali te mpe bazali kopesa nsango ya solo te. Etindaka bato koswana, bakende koluka nsango epai mosusu te, nzoka nde mosala moye ezali mpo ya kosembola mboka”, eyebisi Jean-Pierre Lifoli. Mpo na Ghislaine Itama, dikitele wa RTK (Radio Télé Kintwadi), coupage ezali nsoni mpo na mopanzi nsango. O radio ya ngai mopanzi nsango akokweya o likambo liye akozwa etumbu ata komolongola o mosala. Ye azali kosala manso mpo ya kopesa na bapanzi nsango baye mikanda mya mosala, mbongo ya kofuta bus mpe unités ya téléphone o ntango azwi etinda. Bisika mosusu babyangaka se ndambo ya bapanzi nsango ata soko eloko bazali kosala ezali mpo ya lokumu la bato banso zambi mosolo ya kofuta bango ezali mingi te. Bazongisaka Rex Yenga, rédacteur en chef ya Radio Oped Fm o yoko bokutani zambi radio ya bango eponamaki te na lisanga lilengelaki masolo.

Bozangi mikanda mya mosala (contrats)
Mosala mwa bapanzi nsango ezali na nkwokoso mpamba ‘te, bazangi mikanda mya mosala mpe bisaleli lokola tukutuku to motuka. Lobiko lo bango ezali se ndenge wana. “Na ntongo, nayebi eloko na kosala te mpo na mwasi wa ngai mpe bana ba ngai banei. Nazali koluka esika likambo songolo likozala ; wana tokowela ntalo ya camera mpe ya kolekisa nsango na botalaka soko mokolo likambo azali nani mpe ezali likambo nini yambo ya kokatela ye ntalo”, eyebisi moko cameraman oyo naino azwi mikanda ya mosala te. Ntango nabandi mosala eleki sanza motoba, bayebisaki ngai ‘te bakofuta ngai na bolandanaka na lolenge mbongo ezali kokoto o sanduku ya biso. Mbongo tozwaka kuna epai ya bato totambolelaka ezalaka nyoso mpo ya bapanzi nsango te.
“Radio Oped FM ezali na bapanzi nsango batano . Moko te kati na biso azali na mikanda mya mosala”, elobi Magloire Bolunda, dikitele wa Radio Oped. “Ezali malamumu soko moke te ‘te batinda mopanzi nsango o mosala bobele na stylo, carnet to enregistreur”, eyebisi Benoît Kuda, Coordonnateur wa Haute autorité des médias.

Carlos Tunda

MONGONGO

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :
Ernest Mukuli
Tél : +243 (0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :
Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :
Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l’Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :
Isangi : Joseph Bassay
Ubundu : Fidèle Utula
Bondo : Vermont Kote
Isiro : Richard Tandro
Buta : Collard Limbombe
Bunia : Ousmane Sylla

Traduction :
Lingala : Pierre Komba
Swahili : Jean Fundi
Dessin : Roger Bamungu

Distribution, marketing et maquette :
Jimmy Bakelenge
Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :
Syfia international
contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros) 20 \$.
Abonnement de soutien 50 \$ minimum.
Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l’Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani

Hortense Basea